

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1970 Nr. 141

A. TITEL

*Overeenkomst tussen de Nederlandse en de Italiaanse Regering
betreffende de aanwerving en de tewerkstelling van
Italiaanse arbeiders in Nederland;
's-Gravenhage, 6 augustus 1960*

B. TEKST

De tekst van de Overeenkomst is geplaatst in *Trb.* 1960, 117.

Voor het op 6 september 1965 te 's-Gravenhage gesloten Protocol tot wijziging van de tekst der Overeenkomst zie rubriek J van *Trb.* 1965, 211.

Voor het op 15 juli 1970 te Rome gesloten Protocol tot wijziging van de tekst der Overeenkomst zie rubriek J hieronder.

C. VERTALING

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1960, 117.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1960, 117 en *Trb.* 1965, 211.

In overeenstemming met artikel 60, tweede lid, van de Grondwet is het op 6 september 1965 te s-Gravenhage gesloten Protocol tot wijziging van de onderhavige Overeenkomst medegedeeld aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal bij brieven van 14 december 1965 (*Bijl. Hand. II* 1965/66 – 8423, nr. 1).

In overeenstemming met artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties is het op 6 september 1965 te 's-Gravenhage gesloten Protocol tot wijziging van de onderhavige Overeenkomst op 10 januari 1966 geregistreerd bij het Secretariaat van de Verenigde Naties onder nr. 6546. De tekst van het Protocol en de vertaling in het Engels zijn afgedrukt in „Recueil des Traités” der Verenigde Naties, deel 551, blz. 326 e.v.

Op 15 juli 1970 is te Rome een Protocol gesloten tot wijziging van de onderhavige Overeenkomst, dat ingevolge zijn artikel 2, eerste lid, juncto artikel 22 van de Overeenkomst, op diezelfde dag in werking is getreden voor de periode eindigende op 6 augustus 1970, welke periode ingevolge genoemde artikelen stilzwijgend kan worden verlengd telkens voor één jaar. Tekst en vertaling van het Protocol luiden als volgt:

Protocole portant modification de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Italienne concernant le recrutement et le placement de travailleurs italiens aux Pays-Bas, signé à La Haye le 6 août 1960, modifié par le Protocole signé à La Haye le 6 septembre 1965

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Italienne,

considérant que de nouvelles dispositions communautaires sont intervenues en matière de libre circulation de la main-d'oeuvre à l'intérieur de la Communauté économique européenne,

reconnaissant la nécessité de harmoniser les dispositions de l'Accord italo-néerlandais d'émigration avec la nouvelle réglementation communautaire, et désireux de favoriser le placement et l'emploi des travailleurs italiens aux Pays-Bas,

sont convenus de ce qui suit:

Art. 1

L'Accord entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas signé à La Haye le 6 août 1960, modifié par le Protocole signé à La Haye le 6 septembre 1965, concernant le recrutement et le placement de travailleurs italiens aux Pays-Bas, est modifié comme suit:

Les trois premiers articles de l'Accord (« Dispositions générales ») sont modifiés comme suit :

Article 1er

1. Le recrutement de travailleurs italiens devant trouver emploi aux Pays-Bas est du ressort des services du « Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale » (ci-après dénommé « Ministero del Lavoro »), tandis que leur placement aux Pays-Bas est du ressort des services du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé Publique (ci-après dénommé « Ministère des Affaires Sociales »).

2. Les deux Ministères, dans le but de réaliser la plus efficace compensation entre les offres et les demandes d'emploi, agissent en collaboration et cherchent à accélérer et à simplifier les procédures de recrutement et de placement dans le cadre des dispositions du présent Accord et par les moyens qui seront jugés opportuns et nécessaires à cet effet.

Article 2

1. Le « Ministère des Affaires Sociales » envoie en Italie une Commission (ci-après dénommée « Commission néerlandaise »), pour l'accomplissement des tâches prévues par le présent Accord; elle fixera son ou ses sièges et la durée de ses activités en accord avec le « Ministero del Lavoro ».

2. Le « Ministero del Lavoro » met gratuitement à la disposition de la « Commission néerlandaise » dans le ou les sièges qui seront désignés, un nombre suffisant de locaux meublés.

Article 3

1. Le « Ministère des Affaires Sociales » communique, chaque mois au moins, au « Ministero del Lavoro » le contingent numérique de travailleurs, classés par qualification professionnelle, pouvant trouver emploi aux Pays-Bas.

2. Chaque mois au moins, le « Ministero del Lavoro » transmet des informations au « Ministère des Affaires Sociales » sur le contingent de travailleurs disponibles classés par qualification professionnelle pouvant satisfaire les offres d'emploi des employeurs néerlandais.

Le texte de l'article 4 est remplacé par le suivant :

1. Le « Ministère des Affaires Sociales » communique au « Ministero del Lavoro », par l'entremise de la « Commission néerlandaise », les offres d'emploi des employeurs néerlandais.

2. Les offres d'emploi doivent comporter des indications précises quant à la nature, au genre, à la durée de l'emploi, à la rémunération et aux conditions de travail, ainsi qu'aux possibilités de loger et de

nourrir les travailleurs et toute autre indication nécessaire et utile, notamment en ce qui concerne les retenues sur le salaire pour les impôts et les contributions en matière d'assurance sociale, pour orienter le choix des travailleurs.

Le texte des deux premiers paragraphes de l'article 5 est remplacé par le suivant:

1. Le «Ministero del Lavoro» prend les mesures nécessaires pour faire connaître les offres d'emploi; il recueille les demandes des intéressés et effectue une sélection médicale et professionnelle dans les cas prévus par les dispositions communautaires en vigueur.

2. Les travailleurs intéressés sont présentés à la «Commission néerlandaise» dans les sièges et à des dates, déterminés au préalable d'un commun accord par les Ministères compétents.

Le texte des articles 6, 7, 8, 9, 11 et 13 est remplacé par le suivant:

Article 6

Au moment de leur présentation à la «Commission néerlandaise» les travailleurs italiens doivent exhiber les documents suivants:

1) un document valable pour franchir les frontières à l'intérieur de la Communauté;

2) une attestation contenant des informations sur les résultats de la sélection médicale et professionnelle visée à l'art. 5, par. 1.

Article 7

1. La «Commission néerlandaise» pourra faire soumettre le candidat à un examen médical et professionnel dans les cas où les dispositions communautaires ne s'y opposent pas.

2. Les employeurs néerlandais ne peuvent contester devant les Bureaux du Travail néerlandais l'avis de la «Commission néerlandaise» sur l'aptitude physique et professionnelle que dans le cas où est devenue évidente l'incapacité du travailleur dans l'exécution de son travail. Dans ce cas, les Bureaux du Travail néerlandais s'efforceront d'offrir à l'intéressé un emploi correspondant à ses aptitudes.

Article 8

1. Les formalités visées au paragraphe 1 de l'art. 7 ayant été accomplies, le travailleur italien sera invité par la «Commission néerlandaise» à signer avant son départ un contrat de travail, rédigé en langues italienne et néerlandaise; le texte de ce contrat, établi et approuvé par les deux Ministères compétents, pourra être modifié d'un commun accord entre ces Ministères.

2. Les autorités néerlandaises compétentes fourniront gratuitement aux travailleurs visés au paragraphe précédent tous les documents nécessaires pour séjourner aux Pays-Bas.

Article 9

1. Le «Ministero del Lavoro» organise le transport des travailleurs de leurs lieux de résidence aux sièges prévus par l'article 5 par. 2, le séjour des travailleurs dans ces sièges mêmes et le voyage de retour des travailleurs qui n'ont pas été engagés.

2. La «Commission néerlandaise» organise le transport des travailleurs engagés jusqu'aux sièges des Bureaux du Travail néerlandais dans les ressorts desquels sont situés les lieux de travail; lesdits Bureaux assurent le transport ultérieur des travailleurs vers leurs employeurs respectifs. Au besoin, les travailleurs pourront effectuer le voyage directement du lieu de départ en Italie vers leurs employeurs respectifs.

3. L'organisation des transports doit comprendre également le ravitaillement suffisant des travailleurs pour la durée du voyage. Ce ravitaillement peut être remplacé par une somme d'argent équivalente.

4. Le «Ministero del Lavoro» et la «Commission néerlandaise» s'accordent pour assurer aux travailleurs une assistance convenable pour le voyage.

Article 11

1. Les travailleurs italiens sont engagés par les employeurs néerlandais selon les clauses d'un contrat-cadre (en néerlandais «model contract» et en italien «contratto-tipo») indiquant la rémunération, conformes aux normes généralement appliquées, qui ne doivent en aucun cas être moins favorables que celles appliquées aux travailleurs néerlandais de même catégorie ou faisant un travail similaire.

L'employeur néerlandais aura soin d'assurer au travailleur italien un logement normal et une nourriture convenable.

Il en assumera les frais et déduira du salaire le montant dû par le travailleur dans la mesure qui sera établie dans le contrat de travail.

2. Le contrat de travail doit tenir compte des règlements spéciaux résultant des contrats collectifs ou des coutumes locales applicables aux travailleurs néerlandais.

3. Si le contrat de travail est renouvelé après son expiration, il sera prolongé pour une période indéterminée, pour autant qu'une période déterminée n'est pas expressément convenue.

Article 13

1. Le contrat-cadre doit indiquer les modalités de remboursement par l'employeur néerlandais des frais de retour en Italie à la fin du contrat de travail, ainsi que des frais de voyage pour se rendre de nouveau aux Pays-Bas si, le dit contrat étant renouvelé, le travailleur désire passer son congé en Italie.

Le contrat de travail doit préciser le montant de la participation de l'employeur aux dits frais.

2. Les frais de rapatriement sont à la charge du travailleur dans le cas où le rapatriement est la conséquence d'une faute commise par lui; il appartient au Bureau de Travail dans le ressort duquel se trouve le lieu de travail de prendre la décision à ce sujet.

Le texte du troisième paragraphe de l'article 15 est remplacé par le suivant:

3. Les autorités compétentes des deux Pays s'engagent à favoriser la coordination des initiatives et les activités italiennes et néerlandaises ayant pour but de faciliter l'adaptation des travailleurs italiens et de leurs familles à leurs nouvelles conditions de vie.

A l'article 15 sont ajoutés des paragraphes 4 et 5 dont le texte est le suivant:

4. Les autorités compétentes des deux Pays (pour les Pays-Bas notamment le Ministère de la Culture, des Loisirs et de l'Action Sociale) s'engagent aussi à faciliter les initiatives ayant pour objet d'organiser des activités scolaires, récréatives, artistiques, culturelles et sportives dont bénéficieront les travailleurs italiens et leurs familles.

5. Les travailleurs italiens aux Pays-Bas peuvent participer, aux mêmes conditions que les travailleurs nationaux, aux cours de formation et de réadaptation professionnelles.

Le texte de l'article 17 est remplacé par le suivant:

1. Le «Ministero del Lavoro» prend à sa charge les frais relatifs:
– aux opérations de recrutement des travailleurs et à leurs déplacements de leurs résidences jusqu'à Milan;
– à la nourriture et au logement au cours de leur séjour dans les sièges de la Commission.

2. Le «Ministère des Affaires Sociales» prend à sa charge les frais relatifs:
– au fonctionnement de la Commission néerlandaise et aux opérations prévues par l'art. 7 du présent Accord;
– au voyage et au ravitaillement de Milan au lieu de travail aux Pays-Bas.

Le premier paragraphe de l'article 18 est remplacé par le suivant:

1. La Commission mixte se réunit, sur demande de l'une ou de l'autre Partie, alternativement en Italie et aux Pays-Bas et au moins quatre mois avant l'expiration de la validité du présent Accord.

La Commission mixte a pour tâche de déterminer les mesures nécessaires pour l'exécution du présent Accord et de proposer au besoin des modifications et des additifs.

Le texte de l'article 19 est remplacé par le suivant:

1. Le Gouvernement néerlandais transmettra au Gouvernement italien toutes les informations relatives aux conditions générales de travail et de vie pouvant servir d'orientation aux travailleurs.

2. Il fournira, en particulier, toutes les indications concernant la rémunération moyenne et la durée moyenne du travail dans les différents secteurs de la production, le montant des retenues sur le salaire pour les taxes et les contributions pour les assurances sociales, ainsi que toutes les informations sur les prix de détail et sur le coût de la vie en général. Ces informations seront, au besoin, remises à jour tous les six mois.

Art. 2

Le présent Protocole entrera en vigueur le jour de sa signature.

Les dispositions de l'Accord relatives à la durée initiale, la prorogation et la dénonciation s'appliquent au présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Rome, le 15 juillet 1970 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

(s.) L. GOEDHART

Pour le Gouvernement de la République Italienne

(s.) ALBERTO BEMPORAD

Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek betreffende de aanwerving en de tewerkstelling van Italiaanse arbeiders in Nederland, ondertekend te 's-Gravenhage op 6 augustus 1960, gewijzigd bij het Protocol, getekend te 's-Gravenhage op 6 september 1965

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek,

Overwegende dat er nieuwe communautaire bepalingen zijn gekomen inzake het vrije verkeer van werknemers binnen de Europese Economische Gemeenschap,

Erkende dat het noodzakelijk is de bepalingen van de Italiaans-Nederlandse Emigratieovereenkomst in overeenstemming te brengen met de nieuwe communautaire regeling, en verlangende de tewerkstelling van Italiaanse arbeiders in Nederland te bevorderen,

Zijn als volgt overeengekomen:

Art. 1

De Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek betreffende de aanwerving en de tewerkstelling in Nederland van Italiaanse arbeiders, ondertekend te 's-Gravenhage op 6 augustus 1960 en gewijzigd bij het op 6 september 1965 te 's-Gravenhage ondertekende Protocol, wordt als volgt gewijzigd:

De eerste drie artikelen van de Overeenkomst („Algemene bepalingen”) worden als volgt gewijzigd:

Artikel 1

1. De aanwerving van Italiaanse arbeiders die in aanmerking komen voor tewerkstelling in Nederland behoort tot de bevoegdheid van de diensten van het „Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale” (hierna genoemd „Ministero del Lavoro”), terwijl hun tewerkstelling in Nederland behoort tot de bevoegdheid van de diensten van het Ministerie van Sociale Zaken en Volksgezondheid (hierna genoemd „Ministerie van Sociale Zaken”).

2. Met het doel de vraag naar en het aanbod van werk zo goed mogelijk in evenwicht te brengen, werken de beide Ministeries onderling samen en trachten de procedure van aanwerving en tewerkstelling te versnellen en te vereenvoudigen binnen het kader van de bepalingen van deze Overeenkomst en met de middelen die hiervoor dienstig en nodig geacht worden.

Artikel 2

1. Het Ministerie van Sociale Zaken zendt een Commissie (hierna genoemd „Nederlandse Commissie”) naar Italië voor de vervulling van de in deze Overeenkomst voorziene taken; deze stelt haar plaats(en) van vestiging en de duur harer werkzaamheden vast in overleg met het „Ministero del Lavoro”.

2. Het „Ministero del Lavoro” stelt in de plaats(en) van vestiging die wordt (worden) aangewezen, gratis een voldoende aantal gemeubileerde lokaliteiten ter beschikking van de „Nederlandse Commissie”.

Artikel 3

1. Het Ministerie van Sociale Zaken deelt ten minste elke maand aan het „Ministero del Lavoro” mede het aantal arbeiders, ingedeeld naar beroep, dat werk in Nederland kan vinden.

2. Ten minste elke maand verstrekt het „Ministero del Lavoro” aan het Ministerie van Sociale Zaken inlichtingen omtrent het aantal arbeiders, ingedeeld naar beroep, die beschikbaar zijn om aan de aanbiedingen van werk van de Nederlandse werkgevers te kunnen voldoen.

De tekst van artikel 4 wordt vervangen door de volgende:

1. Het Ministerie van Sociale Zaken verstrekt, door tussenkomst van de „Nederlandse Commissie”, aan het „Ministero del Lavoro” de aanbiedingen van werk van de Nederlandse werkgevers.

2. Om de arbeiders bij het bepalen van hun keuze te helpen, dienen de aanbiedingen van werk nauwkeurige gegevens te bevatten betreffende de aard, de soort en de duur van de arbeid, het loon en de arbeidsvoorwaarden, alsmede de mogelijkheden van huisvesting en voeding der arbeiders en alle verdere noodzakelijke en nuttige gegevens, met name wat betreft de inhoudingen op het loon voor de belastingen en de bijdragen voor de sociale verzekeringen.

De tekst van de eerste twee leden van artikel 5 wordt vervangen door de volgende:

1. Het „Ministero del Lavoro” neemt de noodzakelijke maatregelen om de aanbiedingen van werk bekend te maken; het verzamelt de aanvragen der gegadigden en verricht een selectie inzake gezondheid en vakbekwaamheid in de gevallen waarvoor zulks in de geldende communautaire bepalingen is voorzien.

2. De betrokken arbeiders worden aan de „Nederlandse Commissie” in de plaatsen van vestiging en op de tijdstippen waarover van tevoren tussen de bevoegde Ministeries overeenstemming is bereikt, voorgedragen.

De tekst van de artikelen 6, 7, 8, 9, 11 en 13 wordt vervangen door de volgende:

Artikel 6

Op het tijdstip van hun melding bij de „Nederlandse Commissie” dienen de Italiaanse arbeiders de volgende bescheiden over te leggen:

1. een geldig document om de grenzen binnen de Gemeenschap te overschrijden;
2. een verklaring met gegevens over de resultaten van de in artikel 5, eerste lid, bedoelde selectie inzake gezondheid en vakbekwaamheid.

Artikel 7

1. De „Nederlandse Commissie” kan de kandidaat aan een onderzoek inzake gezondheid en vakbekwaamheid doen onderwerpen in de gevallen waarin zulks niet in strijd is met de communautaire bepalingen.

2. De Nederlandse werkgevers kunnen bij de Nederlandse Arbeidsbureaus het oordeel van de „Nederlandse Commissie” inzake de lichamelijke geschiktheid en de arbeidsgeschiktheid slechts bestrijden in de gevallen waarin de ongeschiktheid van de arbeider onmiskenbaar is gebleken bij de uitoefening van zijn werk. In dit geval beijveren de Nederlandse Arbeidsbureaus zich aan de betrokkene een betrekking te verschaffen welke overeenkomt met zijn bekwaamheden.

Artikel 8

1. Nadat de in het eerste lid van artikel 7 bedoelde formaliteiten zijn vervuld, wordt de Italiaanse arbeider door de „Nederlandse Commissie” uitgenodigd voor zijn vertrek een arbeidsovereenkomst te ondertekenen, welke is opgesteld in de Italiaanse en de Nederlandse taal; de tekst dezer overeenkomst, welke wordt vastgesteld en goedgekeurd door de beide bevoegde Ministeries, kan gewijzigd worden in onderlinge overeenstemming tussen deze Ministeries.

2. De bevoegde Nederlandse autoriteiten verstrekken aan de in het vorige lid bedoelde arbeiders gratis alle noodzakelijke bescheiden voor hun verblijf in Nederland.

Artikel 9

1. Het „Ministero del Lavoro” organiseert het vervoer der arbeiders van hun woonplaatsen naar de in artikel 5, tweede lid, voorziene plaatsen van vestiging, het verblijf der arbeiders in die plaatsen van vestiging zelf en de terugreis der arbeiders die niet in dienst zijn genomen.

2. De „Nederlandse Commissie” organiseert het vervoer der in dienst genomen arbeiders tot de plaatsen van vestiging der Nederlandse Arbeidsbureaus binnen welke gewesten de plaatsen van tewerkstelling zijn gelegen; genoemde Bureaus voorzien in het verdere vervoer der arbeiders naar hun onderscheidene werkgevers. Zo nodig kunnen de arbeiders de reis rechtstreeks van de plaats van vertrek in Italië naar hun onderscheidene werkgevers ondernemen.

3. Onder de organisatie van het vervoer dient eveneens te worden begrepen het verstrekken van voldoende voedsel aan de arbeiders voor de duur van de reis. Dit kan vervangen worden door een gelijkwaardige som gelds.

4. Het „Ministero del Lavoro” en de „Nederlandse Commissie” verzekeren de arbeiders in onderlinge overeenstemming een passende bijstand voor de reis.

Artikel 11

1. De Italiaanse arbeiders worden door de Nederlandse werkgevers in dienst genomen overeenkomstig de clausules van een modelcontract (in het Italiaans „contratto-tipo”) die het loon vermelden en die overeenstemmen met de in het algemeen toegepaste normen en die in geen geval minder gunstig mogen zijn dan die welke van toepassing zijn op de Nederlandse arbeiders van dezelfde categorie of op de Nederlandse arbeiders die gelijksoortige arbeid verrichten.

De Nederlandse werkgevers dragen er zorg voor dat in een normale huisvesting en een passende voeding van de Italiaanse arbeider wordt voorzien.

Zij nemen de kosten daarvan op zich en brengen het door de arbeider verschuldigde bedrag op het loon in mindering; de hoogte van dit bedrag wordt in de arbeidsovereenkomst vastgesteld.

2. De arbeidsovereenkomst dient rekening te houden met de bijzondere bepalingen welke voortvloeien uit collectieve arbeidsovereenkomsten of plaatselijke gebruiken die van toepassing zijn op de Nederlandse arbeiders.

3. Indien de arbeidsovereenkomst na haar beëindiging wordt vernieuwd, wordt zij voor een onbepaalde periode verlengd, tenzij uitdrukkelijk een bepaalde periode is overeengekomen.

Artikel 13

1. Het modelcontract dient de voorwaarden te vermelden voor terugbetaling door de Nederlandse werkgever van de kosten van de terugreis naar Italië na afloop van de arbeidsovereenkomst, alsmede van de reiskosten om zich opnieuw naar Nederland te begeven, indien de arbeider na vernieuwing van de genoemde overeenkomst zijn verlof in Italië wenst door te brengen.

De arbeidsovereenkomst dient de hoogte van het aandeel van de werkgever in de genoemde kosten nauwkeurig te omschrijven.

2. De kosten van repatriëring komen ten laste van de arbeider in het geval dat de repatriëring het gevolg is van een door hem begane fout; het is de taak van het Arbeidsbureau binnen welks gewest zich de plaats van tewerkstelling bevindt, terzake een beslissing te nemen.

De tekst van het derde lid van artikel 15 wordt vervangen door de volgende:

3. De bevoegde autoriteiten van de beide Staten verbinden zich tot het bevorderen van de coördinatie der initiatieven en van de Italiaanse en Nederlandse activiteiten die ten doel hebben de aanpassing van de Italiaanse arbeiders en hun gezinnen aan hun nieuwe levensomstandigheden te vergemakkelijken.

Aan artikel 15 worden de leden 4 en 5 toegevoegd, waarvan de tekst als volgt luidt:

4. De bevoegde autoriteiten van de beide Staten (voor Nederland met name het Ministerie van Cultuur, Recreatie en Maatschappelijk Werk) verbinden zich er ook toe initiatieven te bevorderen die er op zijn gericht activiteiten op het gebied van onderwijs, recreatie, kunst, cultuur en sport te organiseren ten behoeve van de Italiaanse arbeiders en hun gezinnen.

5. De Italiaanse arbeiders in Nederland kunnen op dezelfde voorwaarden als die welke gelden voor de Nederlandse arbeiders deelnemen aan de cursussen voor beroepsopleiding en omscholing.

De tekst van artikel 17 wordt vervangen door de volgende:

1. Het „Ministero del Lavoro” neemt te zijnen laste de kosten met betrekking tot:

- de aanwerving van de arbeiders en hun verplaatsingen van hun woonplaats tot Milaan;
- de voeding en de huisvesting tijdens hun verblijf in de plaatsen van vestiging van de Commissie.

2. Het „Ministerie van Sociale Zaken” neemt te zijnen laste de kosten met betrekking tot:

- het functioneren van de Nederlandse Commissie en de in artikel 7 van deze Overeenkomst voorziene handelingen;
- de reis en de verstrekking van voedsel van Milaan naar de plaats van tewerkstelling in Nederland.

Het eerste lid van artikel 18 wordt vervangen door het volgende:

1. De Gemengde Commissie komt op verzoek van een der Partijen beurtelings in Italië en in Nederland bijeen, en ten minste vier maanden vóór de beëindiging van deze Overeenkomst.

De Gemengde Commissie heeft tot taak de noodzakelijke maatregelen ter uitvoering dezer Overeenkomst vast te stellen en zo nodig wijzigingen en aanvullende artikelen voor te stellen.

De tekst van artikel 19 wordt vervangen door de volgende:

1. De Nederlandse Regering verstrekt aan de Italiaanse Regering alle inlichtingen met betrekking tot de algemene arbeidsvoorwaarden en levensomstandigheden die de arbeiders tot voorlichting kunnen dienen.

2. Zij verstrekt in het bijzonder alle gegevens betreffende het gemiddelde loon en de gemiddelde arbeidsduur in de verschillende productiesectoren, het bedrag der inhoudingen op het loon voor belastingen en de bijdragen voor de sociale verzekeringen, alsmede alle inlichtingen inzake de kleinhandelsprijzen en de kosten van levensonderhoud in het algemeen. Deze gegevens worden zo nodig iedere zes maanden bijgewerkt.

Art. 2

Dit Protocol treedt in werking op de dag van zijn ondertekening.

De bepalingen van de Overeenkomst voorzover die betrekking hebben op de aanvankelijke looptijd, de verlenging en de opzegging, zijn van toepassing op dit Protocol.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Rome, de 15e juli 1970 in tweevoud in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
(w.g.) L. GOEDHART

Voor de Regering van de Italiaanse Republiek
(w.g.) ALBERTO BEMPORAD

Uitgegeven de derde september 1970.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.